
[Le WRM et le commerce du carbone](#)

Depuis ses débuts en 1986, le Mouvement mondial pour les forêts tropicales s'inquiète de la manière dont les forêts, les terres et les vies des habitants de la campagne sont affectées par la production industrielle de toute une série de produits : le soja, la pâte à papier, le pétrole, le bois d'œuvre, l'huile de palme, le maïs, les bananes, le café et bien d'autres.

Il était donc tout à fait pertinent que, vers le milieu des années 1990, le WRM ait commencé à sonner l'alarme à propos d'un marché d'exportation différent et flambant neuf qui, lui aussi, risquait d'avoir de graves effets sur les forêts et les gens qui en sont tributaires : le commerce de la capacité biologique de recyclage du carbone.

Comment ce « service environnemental » si particulier est-il devenu un nouveau produit d'exportation du tiers monde ?

Une bonne partie de la responsabilité revient au Protocole de Kyoto de 1997. En apparence, l'objectif principal de ce traité de l'ONU sur le climat était d'exiger à une trentaine de pays du Nord qu'ils aient réduit en 2012 d'au moins cinq pour cent leurs émissions industrielles de dioxyde de carbone et d'autres gaz à effet de serre (que tout le monde reconnaît aujourd'hui comme la cause principale du réchauffement de la planète).

Mais en fait, l'accord encourage les pays du Nord à éviter une partie de ces réductions en plantant des arbres – que ce soit dans leur territoire ou dans celui d'autres pays – ou en entreprenant d'autres projets « compensatoires ».

L'argument pour ce faire est que la capacité des plantations de prendre le dioxyde de carbone de l'air et de le stocker dans les troncs des arbres est un produit commercialisable de grande valeur qui peut être vendu aux plus grands usagers de combustibles fossiles.

Les économistes et les hommes d'affaires ont passé des années à faire des plans à ce sujet. Dès 1989, des consultants prévoyants commençaient à parcourir le globe pour promouvoir des projets forestiers expérimentaux de stockage de carbone dans des pays tels que le Guatemala, la Malaisie et la Bolivie.

Après 1997, lorsque les tentatives de création d'un marché pour ce nouveau produit ont pris un rythme accéléré, le WRM a commencé à prendre des mesures plus sérieuses. Par une série de publications et d'articles de son bulletin électronique qui signalaient les effets probablement mortels pour la société et l'environnement du commerce mondial de carbone par le biais des plantations, le WRM et son réseau ont contribué à constituer une alliance de nombreuses organisations non gouvernementales, grandes et petites, contre les projets internationaux visant à mettre à contribution la terre du Sud pour l'établissement de « puits de carbone » bon marché à l'intention du Nord industrialisé.

Comme c'est souvent le cas, cette campagne n'a remporté qu'un succès partiel. En 2001, malgré

le scepticisme considérable des Européens, les parties au Protocole de Kyoto ont approuvé officiellement l'utilisation de plantations dans le Sud comme puits de carbone pour le Nord.

Pourtant, ils n'ont pas accepté que les droits de piégeage de carbone dans les forêts du Sud déjà existantes soient vendus au Nord. En outre, dans son système de commerce des droits d'émission l'UE a décidé de ne pas autoriser l'échange de crédits provenant de projets forestiers.

D'autre part, comme le WRM l'avait prédit déjà en 1999, ceux qui avaient investi dans des projets forestiers spécifiques pour le piégeage de carbone ont commencé à voir que les choses se compliquaient de plus en plus en raison de la résistance des ONG et de la base, et du fait qu'il était impossible de prouver scientifiquement combien de carbone est réellement stocké par un projet de biomasse pendant la durée brève et incertaine de sa vie.

Ainsi, lors d'une réunion récente des milieux d'affaires sur le commerce du carbone un banquier privé européen a regretté que sa firme ait participé au projet de l'entreprise Plantar qui, avec l'appui de la Banque mondiale, entendait générer des crédits de carbone en établissant des plantations et en ne remplaçant pas le charbon de bois, utilisé pour la production de fer, par de la houille (voir les bulletins du WRM n° 60 et n° 92). « Nous avons foncé tout droit dans une tempête », s'est-il lamenté. « On nous a jeté... des pierres de partout. C'était comme de plonger dans un fleuve grouillant de piranhas. »

Néanmoins, la foresterie du carbone reste une idée séduisante pour beaucoup. Bien des industries de plantation espèrent encore vendre des crédits carbone pour équilibrer leurs comptes. La Banque mondiale continue de soutenir des projets de type biotique à travers ses fonds du carbone. Les transnationales et les grandes ONG de conservation basées à Washington ont des projets pour encourager les communautés locales ou les gouvernements nationaux à vendre aux entreprises polluées des droits sur le carbone des forêts indigènes.

Tout ceci pose beaucoup de problèmes stratégiques au WRM et à ses alliés.

Par exemple, quel conseil faut-il donner aux communautés, surtout à celles d'Amérique latine, qui sont tentées par ce qui semble être de l'argent facile pour continuer à prendre soin de leurs propres forêts ? Quels sont les meilleurs moyens de favoriser la discussion entre les communautés et les gouvernements à propos de ce qui s'ensuivrait, à savoir :

- ? l'invasion d'avocats, de consultants, de comptables et de contrats compliqués auxquels auront affaire les communautés ?
- ? les nouvelles règles qui, en donnant aux entreprises des droits de propriété sur le carbone des forêts communautaires, pourraient en limiter l'usage ?
- ? les bas prix que les communautés obtiendront pour leur carbone ?
- ? les conflits politiques qui risquent d'éclater avec d'autres communautés qui se battent contre l'extraction de combustibles fossiles ou contre la pollution que la vente des crédits de carbone encourage ?
- ? l'expansion des économies locales ?

Encore une question qui se pose : quel rôle le WRM et d'autres réseaux de la même opinion devraient-ils jouer dans des mouvements plus larges qui s'occupent du changement climatique et d'autres problèmes environnementaux et sociaux ?

Le rôle pionnier du WRM contre le commerce du carbone – qu'il a joué surtout à travers la création

de SinksWatch, associée à ses bureaux dans le Nord – était surtout fondé sur des critiques concrètes contre la foresterie du carbone et contre ses promoteurs, de la Banque mondiale aux entreprises de plantation en passant par les conseillers techniques intellectuellement malhonnêtes ; il était fondé également sur l'expérience de certaines communautés rurales spécifiques.

Or, avec le temps, comme c'est souvent le cas, ce travail est devenu indissociable de celui de mouvements aux inquiétudes plus larges ou plus diverses.

Par exemple, il a été inévitable d'avoir des rapports étroits avec des groupes travaillant sur le marché du carbone dans son ensemble, c'est-à-dire incluant aussi bien le commerce des émissions que les crédits provenant de projets non forestiers. C'est le cas d'organisations telles que Carbon Trade Watch et Clean Development Mechanism Watch.

De même, les liens se sont resserrés avec des groupes tels qu'Oilwatch et l'Indigenous Environmental Network, concernés par l'exploitation des combustibles fossiles et les droits fonciers des autochtones ; avec ceux qui s'occupent des approches commerciales d'autres questions environnementales, de la pollution industrielle, du néolibéralisme et des tendances antidémocratiques en général. Depuis 2003, les membres du WRM ont participé à des rassemblements internationaux sur le commerce du carbone au Royaume-Uni, en Afrique du Sud, en Argentine, au Brésil et à Montréal ; dans toutes ces rencontres, les « forêts » n'étaient qu'un aspect du problème. D'autres réunions de ce genre sont prévues pour 2006, en Inde et ailleurs.

Les alliances se sont élargies, comme se sont élargies les analyses des marchés environnementaux et les nouvelles tendances de l'investissement international. Il est de plus en plus clair que le travail du WRM sur le commerce du carbone, s'il reste enraciné dans les luttes locales, fait maintenant partie, comme ses autres activités, d'une recherche plus large de nouvelles options politiques et sociales qui vont bien au-delà des thèmes de la terre et des forêts.

Simultanément, en bâtissant de nouvelles alliances avec des mouvements pour la justice sociale et avec des groupes qui ne sont pas spécifiquement concernés par les forêts, le WRM est forcé de développer de nouvelles stratégies pour traiter avec des ONG « axées sur les forêts » qui n'ont pas son expérience sociale et sa vision d'ensemble. Dans cette catégorie figurent non seulement les défenseurs de projets commerciaux ou colonialistes de « compensation » d'émissions, comme Conservation International et The Nature Conservancy, mais des enthousiastes du commerce du carbone, comme WWF et Greenpeace.

Larry Lohmann, The Corner House, adresse électronique : larrylohmann@gn.apc.org